

BANQUE NATIONALE DE PARIS
RAPPORTS ANNUELS / EXERCICE 1969

BANQUE NATIONALE DE PARIS
RAPPORTS ANNUELS / EXERCICE 1969

SITUATION CONSOLIDÉE DU GROUPE B.N.P.

Afin de donner une idée plus exacte du groupe B.N.P., il a été établi une situation consolidée pour l'exercice clôturé en 1969 de la B.N.P. et des filiales dont elle possède le contrôle. La liste de ces filiales figure au verso.

Au 31 Décembre 1969

Actif	Situation consolidée	Bilan B.N.P.
	Francs	Francs
Caisse, Trésor Public, Banques d'émission	1 377 903 330	1 269 896 053
Banques et correspondants	12 005 246 057	11 361 970 808
Portefeuille effets	27 086 839 023	25 306 050 606
Coupons	55 376 281	54 766 195
Comptes courants	6 688 472 280	5 563 227 210
Avances garanties	838 492 659	641 311 106
Avances et débiteurs divers	785 778 087	735 786 569
Débiteurs par acceptations	1 813 624 716	1 743 751 915
Titres	216 406 392	222 889 807
Comptes d'ordre et divers	487 199 625	458 719 407
Immeubles et mobilier	308 942 053	255 336 312
	51 664 280 503	47 613 705 988
Passif		
Comptes de chèques et comptes sur livrets	13 971 516 753	13 114 890 093
Comptes courants	9 954 664 701	8 983 851 926
Banques et correspondants	9 931 094 163	9 515 611 119
Comptes exigibles après encaissement .	2 812 175 314	2 706 548 904
Créditeurs divers	2 654 616 762	2 292 735 631
Acceptations à payer	1 813 624 716	1 743 751 915
Dividendes restant à payer	965 961	—
Bons et comptes à échéance fixe	9 158 814 092	8 164 114 205
Comptes d'ordre et divers	566 096 734	493 221 218
Réserves	303 329 700	192 004 000
Capital	377 147 716	325 000 000
Report à nouveau	16 577 885	3 709 175
Résultats	103 656 006	78 267 802
	51 664 280 503	47 613 705 988

**Liste des Filiales Retenues
pour l'Etablissement de
la Situation Consolidée au 31 Décembre 1969**

- B.N.C.I. «AFRIQUE» et ses filiales:
BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
(B.M.C.I.)
UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE & L'INDUSTRIE (U.B.C.I.)
BANCO FIDUCIARIO DE PANAMA S. A.
- B.N.C.I. «OCÉAN INDIEN»
- BRITISH AND FRENCH BANK Ltd - LONDRES et sa filiale:
UNITED BANK FOR AFRICA - LAGOS (U.B.A.)
- BANQUE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL - BALE (B.P.C.I.)
- BANQUE DE LA GUYANE - CAYENNE
- BANQUE POUR L'EXPANSION INDUSTRIELLE (BANEXI) (ex-BACI)
- BANQUE MALGACHE D'ESCOMPTE ET DE CRÉDIT (BAMES)
- SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE -
MONTREAL (S.F.C.I.)
- SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DU
COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE - (INTERCOMI)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

Henry BIZOT

Vice-Président

Pierre CALVET

Administrateurs

Jean ALIDIÈRES
Pierre CELIER
Jean FAYE
Henri GILET
Jean KLEIN
Georges LANDAIS
Pierre LEDOUX
Jean MOUCHEL
Georges POMPEY
Charles VEVERKA

Censeur

Henri GUITARD

Commissaires aux Comptes

Claude CASTEL
Jacques FRINAULT

DIRECTION GENERALE

Administrateur Directeur Général

Pierre LEDOUX

Directeurs Généraux Adjoints

Louis ASSÉMAT
Gaston DÉFOSSÉ
Jean DROMER
Gérard LLEWELLYN

1969

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A LA COMMISSION DE CONTROLE DES BANQUES EXERCICE 1969

Messieurs,

Après les crises monétaires et sociales qui, en 1968, ont ébranlé le monde occidental, et particulièrement la France, l'année 1969 apparaît comme une période de convalescence et de remise en ordre. Un certain retour à la stabilité économique a été obtenu au prix d'un effort d'adaptation qui a comporté notamment divers ajustements monétaires. Malgré tout, dans plusieurs pays, l'inflation subsiste et s'est même aggravée. Sans doute la politique de rigueur financière et monétaire qu'appliquent certains gouvernements a-t-elle déjà remporté quelques succès qu'il conviendrait de confirmer, tout en les conciliant avec le maintien d'une production active; mais cette politique s'est caractérisée dans la quasi-totalité du monde par une hausse extrêmement forte des taux d'intérêt, qui constitue peut-être l'événement le plus saillant de l'année. Gagnant de proche en proche toutes les grandes places, cette hausse n'a pas manqué de déterminer sur les marchés financiers et monétaires des mouvements importants, dans un sens ou dans l'autre, qui ont consolidé certaines monnaies, en ont menacé d'autres et ont, d'une façon générale, affecté d'une manière préoccupante les efforts entrepris pour rétablir l'équilibre des grands secteurs économiques.

o

Les autorités américaines ont, les premières, ouvert la voie à la hausse des taux d'intérêt afin de tenter d'enrayer l'inflation et d'en prévenir les répercussions sur l'activité du pays. Mais elles n'ont pu empêcher que la multiplication des projets d'investissements privés ou publics et l'augmentation générale des crédits demandés aux banques, alors que les liquidités de ces dernières diminuaient, donnent à ce relèvement des taux une ampleur tout à fait inhabituelle. Ce mouvement s'est étendu du marché intérieur au monde entier par l'intermédiaire du marché de l'euro-dollar sans que, aux Etats-Unis, la hausse des prix et l'inflation en aient été atténuées. Pour l'année 1969, la hausse des prix a atteint près de 6% tandis que les revenus s'accroissaient moins vite qu'en 1968. La progression du produit national brut s'est ralentie; elle a même été nulle durant le quatrième trimestre. La balance des paiements est elle-même en déséquilibre. Dans une conjoncture peu favorable, l'augmentation du stock d'or et, d'une manière générale, des liquidités internationales des Etats-Unis est due principalement à un endettement supplémentaire important de l'économie américaine à l'égard de l'Etranger.



En ce qui concerne la Grande-Bretagne, la position de la livre sterling s'est incontestablement raffermie. La cause ne doit pas en être cherchée seulement dans les effets de la réévaluation du mark. Le gouvernement britannique a pratiqué, dans les domaines budgétaire et monétaire, une politique d'austérité continue et rigoureuse, qui a contribué au rétablissement de la balance des paiements courants et même à l'apparition d'un surplus important pour l'année 1969. Aussi la Grande-Bretagne procédait-elle à des remboursements sur les dettes à court terme contractées par elle au cours des dernières années cependant que ses réserves de change atteignaient au 31 décembre leur niveau le plus élevé depuis le mois d'octobre de l'année précédente. Le commerce extérieur a manifesté des progrès sensibles. En contrepartie, la production s'est un peu ralentie. D'autre part, l'accentuation de la hausse des salaires et des prix à la fin de l'année, la persistance d'un climat social difficile, causent encore des inquiétudes pour l'avenir. Sur le plan politique, les perspectives sont plus favorables pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, mais les conséquences pratiques qui découleront de cette adhésion pour l'économie britannique demeurent assez incertaines.

o

Dans la Communauté Economique Européenne, la Conférence de *La Haye*, au début de septembre, a été un succès puisqu'elle a enregistré l'accord des six pays membres sur le principe de l'élargissement de cette Communauté et la procédure à suivre pour atteindre ce but. A l'intérieur de la Communauté, de nouveaux progrès ont été réalisés dans l'élaboration de règles communes malgré l'ébranlement profond qu'ont entraîné, notamment pour l'agriculture, les opérations monétaires effectuées successivement par la France et par l'Allemagne. Un plan de coopération économique et monétaire a été établi par la Commission et adopté dans ses grandes lignes à la Conférence de *La Haye*. La mise au point en est maintenant confiée aux experts, qui se sont déjà mis d'accord sur la création d'un système de soutien monétaire automatique à court terme. Mais il reste beaucoup à faire encore pour réaliser une intégration complète des politiques des pays membres, et notamment une unification monétaire. Malgré tout, les travaux actuels sont encourageants et, en dépit d'oppositions qui paraissaient irréductibles, les bases du règlement financier agricole ont été enfin arrêtées de manière définitive.

L'Allemagne, toujours préoccupée par les menaces d'inflation, n'a pas réussi à les écarter entièrement par la réévaluation du mark. Les prix industriels à la production ont fortement augmenté au cours des derniers mois; des hausses de salaires très substantielles ont été accordées, qui ne manqueront pas de peser sur les prix de revient. A la fin de 1969, rien ne laissait prévoir encore une atténuation nécessaire et notable de l'activité : la production industrielle a encore augmenté d'environ 12% en 1969. Le reflux des capitaux étrangers ou allemands, après la réévaluation, a dépassé toutes les prévisions, et les importations ont commencé à augmenter nettement plus vite que les exportations. Dans ces conditions, l'économie allemande n'a pu conserver l'avantage des taux d'intérêt modérés dont elle bénéficiait au début de l'année, et les autorités monétaires, en plein accord avec le gouvernement fédéral, ont dû adopter dans le domaine du crédit une politique restrictive :

le taux de l'escompte a été porté, par étapes au cours de 1969, de 3% à 6%, tandis que les taux du marché monétaire se relevaient à partir du second trimestre pour atteindre en fin d'année un niveau très proche de ceux des grandes places internationales.

Dans les autres pays de la Communauté, la conjoncture est restée satisfaisante, bien que les tendances à l'inflation se soient quelque peu accentuées. Les troubles sociaux ont été moins graves qu'au cours des années précédentes, sauf en Italie où les progrès de la production se sont accompagnés de réclamations ouvrières qui ont contribué, avec l'instabilité politique, à provoquer des sorties importantes de capitaux. Néanmoins les perspectives à court terme de l'économie italienne demeurent favorables en raison des progrès accomplis dans le développement industriel du pays.

Dans la plupart des autres nations développées, notamment en Suisse, en Suède, au Canada, l'expansion s'est poursuivie avec une hausse parallèle des prix de revient qui a nécessité des mesures correctives.

Au Japon, l'industrie a fait des progrès remarquables. L'excédent de la balance des paiements courants a doublé, et les autorités monétaires ont dû intervenir pour modérer l'accroissement des liquidités.

En U.R.S.S., la croissance s'est ralentie. Le gouvernement semble se préoccuper d'introduire plus de souplesse dans l'organisation de la production agricole et industrielle.

Les pays en voie de développement ont bénéficié, dans une certaine mesure, du progrès de la demande de matières premières et ont pu augmenter un peu leurs réserves de devises, mais l'amélioration de la situation est encore bien faible et les perspectives restent incertaines.

En France, après les crises de 1968, 1969 apparaît comme une année de réflexion et de consolidation. Bien que tous les problèmes n'aient pas été résolus, l'économie française a manifesté une vitalité remarquable et les efforts entrepris par tous ont déjà abouti à des succès notables. La croissance de la production en 1969 n'a pas été sensiblement affectée par les mesures d'austérité qui ont été nécessaires dans les secteurs public et privé. L'indice de la production industrielle a augmenté, mais cette expansion n'a pas été sans revers : certaines difficultés d'approvisionnement ont été ressenties, qui ont entraîné un allongement des délais de livraisons; la pénurie de la main-d'œuvre qualifiée est devenue aiguë dans certains secteurs et a provoqué des demandes de hausses de salaires.

Les entreprises ont engagé de gros programmes d'investissements et les commandes en biens d'équipement ont augmenté de 15%. De nombreuses fusions, concentrations et transformations de structure ont été réalisées dans plusieurs branches essentielles de l'économie qui se trouvaient en compétition avec des groupes étrangers, eux-mêmes de plus en plus concentrés. Pour les biens de con-

sommation au contraire, et conformément au plan de redressement qui nécessitait un effort particulier en ce qui concerne l'exportation, les ventes à l'intérieur du pays se sont stabilisées et ont même, dans certaines branches, connu un léger déclin après l'essor exceptionnel de la fin de 1968.

Le déficit de la balance des paiements a été la préoccupation capitale. Depuis la crise du printemps de 1968, il a persisté. C'est pourquoi, redoutant d'aborder sans défense une nouvelle phase d'instabilité du marché des devises atteignant toute la communauté monétaire internationale, le Gouvernement s'est résolu, au mois d'août, à dévaluer la monnaie. Sur le plan technique, cette opération a été réalisée dans les meilleures conditions et, quelques semaines plus tard, la réévaluation du mark a accentué l'avantage résultant pour les exportateurs français de ce rajustement. Simultanément, les pouvoirs publics ont mis en vigueur un plan de redressement rigoureux. La diminution des dépenses publiques, l'incitation à l'épargne et l'encadrement du crédit en ont été les éléments dominants. Dès l'automne, la conjoncture a évolué conformément aux prévisions du Gouvernement. La hausse du coût de la vie, qui avait été relativement modérée pendant le premier semestre, s'est certes poursuivie en raison même de la dévaluation; mais, dans de telles circonstances, la hausse de 2,6% pour l'ensemble du second semestre ne paraît pas excessive. Le commerce intérieur marque une certaine tendance au fléchissement, mais les carnets de commandes à l'exportation demeurent remarquablement remplis. Les agriculteurs ont estimé que le relèvement des prix de leur production n'avait pas été suffisant pour améliorer leur revenu net, affecté par la hausse des coûts et par la diminution du volume de la production animale.

Comme à l'Étranger, la hausse des taux d'intérêt a été l'un des éléments les plus caractéristiques de la situation financière et monétaire. L'épargne a marqué un net développement. Dans les banques, d'ailleurs gênées par les avantages particuliers dont bénéficient des organismes comme les Caisses d'Épargne et les Caisses de Crédit Agricole, le transfert des disponibilités vers les placements mieux rémunérés s'est poursuivi au bénéfice des dépôts à terme et des bons de caisse. Les ressources collectées sur le marché financier ont été dans l'ensemble, en augmentation notable. Quant aux réserves extérieures de la *Banque de France*, après avoir été en diminution jusqu'à l'automne, elles se sont stabilisées et la fin d'année a été marquée par un retour de capitaux qui a été mis à profit pour rembourser des concours à court terme accordés par les banques centrales pendant la crise ayant précédé la dévaluation.

Tant que la situation monétaire internationale ne sera pas assainie, des précautions demeurent nécessaires. La France s'est montrée bien souvent plus sujette que d'autres pays à l'inflation, et le Gouvernement répond à une inquiétude légitime en maintenant aujourd'hui certaines restrictions de crédit, accompagnées d'un contrôle des prix et d'un contrôle des changes assez rigoureux. Mais cette politique, si elle était trop longtemps poursuivie, retarderait l'évolution indispensable des secteurs industriels et ralentirait la croissance des affaires au moment où il est plus que jamais nécessaire pour la France de se rapprocher du niveau de production et de productivité des pays européens les plus évolués. Elle nuirait également



à l'essor du commerce extérieur dont le redressement rapide a été remarquable et au développement, toujours souhaité, du rôle de *Paris* comme place financière internationale.

La *Banque Nationale de Paris* a connu en 1969 un développement sensible de son activité. Bien que l'influence favorable de la conjoncture sur le volume des opérations de banque ait été limitée par les effets de l'encadrement du crédit, l'augmentation du bilan a été importante et la situation consolidée du Groupe dépasse maintenant, pour la France et l'Étranger, 50 milliards de francs.

Un des facteurs essentiels du progrès de la *Banque Nationale de Paris* est la densité de son réseau de Sièges. Dès sa création, la *Banque Nationale de Paris* a bénéficié à cet égard d'un instrument très étendu, par l'addition des Agences des deux banques fondatrices. Elle s'est appliquée par la suite à harmoniser ce réseau, en éliminant les doubles emplois, et à l'étendre encore en suivant les transformations rapides de la géographie économique et humaine de la France. La création de nouveaux Sièges permanents, conjuguée avec certaines fermetures rendues nécessaires par la fusion, a été hâtée dans les centres urbains, et notamment dans les villes nouvelles de l'agglomération parisienne. Au cours de l'année 1969, nous avons ouvert 35 Sièges à *Paris* et dans la région parisienne, et 52 Sièges en province.

La modernisation de notre organisation a été poursuivie. Sa réalisation doit s'étaler sur plusieurs années et aboutir à la création d'un réseau de Centres de traitement dotés de matériels puissants, tant à *Paris* qu'en province, utilisant les informations qui leur seront transmises à partir des différents Centres Administratifs. Les Agences seront ainsi dégagées très efficacement de l'essentiel des tâches administratives et pourront se consacrer pleinement à l'exploitation. Le service de la clientèle sera de ce fait amélioré, tandis que les Centres y gagneront en productivité.

L'utilisation des moyens automatiques au sein de notre établissement doit s'accompagner pour avoir son plein effet d'une série de réformes techniques qui intéressent l'ensemble de la profession bancaire. Aussi continuerons-nous comme par le passé à apporter notre contribution à tous les efforts qui seront faits dans ce domaine. La mise en place à *Paris* d'un ordinateur de compensation qui traite, pour l'ensemble des banques adhérant au système, les virements et les avis de prélèvement marque une évolution importante qu'il convient de prolonger. Les études en cours dans le domaine de l'encaissement des chèques ou du traitement des effets de commerce devraient apporter un complément nécessaire à cette réorganisation.

L'extension de la clientèle et la création de nouveaux services entraînent un accroissement important du nombre des opérations. La progression de nos écritures, qui a été de l'ordre de 20% en 1969, ne manquerait pas de peser sur nos effectifs si les mesures de réorganisation entreprises n'aboutissaient à une simplification des circuits administratifs et à une utilisation plus efficace de notre équipement mécanographique et ne s'accompagnaient d'une meilleure répartition du



personnel en même temps que d'un effort de formation soutenu. C'est ainsi que nos effectifs moyens globaux de 1969 ont pu être légèrement réduits par rapport à 1968, quoique l'activité des Sièges en expansion ait nécessité un accroissement du personnel.

Nous avons participé à la création de la *Société de Réalisation en Informatique et Automatisation «STERIA»*, société de conseil, d'étude et d'assistance en informatique, et de la *Société Ordinabail*, société de crédit-bail pour le matériel informatique, marquant ainsi l'intérêt que nous apportons au développement de l'informatique au service de nos clients dont les contacts avec nous seront de ce fait resserrés. Nous comptons poursuivre nos efforts dans cette voie par de nouvelles initiatives.

Nous nous sommes appliqués, par une action constante, à accroître nos ressources. Nous avons tenu compte de la hausse générale des taux en provoquant de nouveaux transferts de comptes à vue vers les dépôts stables comportant l'attribution d'un intérêt créditeur. L'augmentation de nos dépôts a été de ce fait due essentiellement aux comptes sur livrets et surtout aux bons et comptes à échéance fixe, dont l'accroissement s'est effectué en partie au détriment des comptes courants. Cette augmentation a été d'ailleurs moindre que l'année précédente du fait de la raréfaction générale des disponibilités et de la concurrence des autres réseaux collecteurs; les Caisses d'Epargne, favorisées par le jeu de taux qu'il ne nous était pas permis d'appliquer, et les Caisses de Crédit Agricole, grâce aux privilèges dont elles bénéficient, ont en effet attiré vers leurs guichets une part plus importante des ressources.

La *Banque Nationale de Paris* s'est efforcée de développer ses concours à la clientèle privée et commerciale, dans les limites fixées par les règles de l'encadrement du crédit, encadrement rendu plus strict encore en 1969 puisque les crédits d'investissement réescomptables et les crédits hypothécaires ont été à leur tour limités. A cette action d'aide financière aux entreprises clientes ont concouru, dans leur domaine propre, nos filiales spécialisées, l'*Union pour le Financement à Long et Moyen Terme «UFILOM»*, l'*Union pour le Crédit à l'Industrie Nationale «UCINA»*, et la *Société pour le Développement International du Commerce et de l'Industrie «INTERCOMI»*.

Dans le domaine du commerce international, la *Banque Nationale de Paris* a largement contribué au développement des exportations, en finançant notamment des opérations à long et à moyen terme relatives à la fourniture de matériels français, qu'il s'agisse de petits équipements ou d'ensembles industriels comme ceux du métro de *Mexico*.

L'activité de la *Banque Nationale de Paris* sur le marché financier a été favorablement influencée en 1969 par le réveil de la Bourse. Celle-ci a été stimulée par quelques Offres Publiques d'Achats importantes, qui ont mis en lumière les estimations modérées de certaines grandes affaires françaises, et durant le second semestre par la réussite de la dévaluation. Les transactions ont augmenté d'environ 40% par rapport à 1968. D'autre part, le volume des émissions a progressé de 13% pour les obligations et de 131% pour les actions. Développant encore sa

capacité de placement, la B.N.P. a accru sa participation à l'ensemble de ces opérations.

Epargne-Valeur est devenue la première société d'investissement française. Le volume de son actif atteignait, à la fin de 1969, 1.279 millions de francs, contre 684 millions au début de l'année. *Epargne-Obligations* a poursuivi aussi une rapide expansion, son actif dépassant 700 millions de francs au 31 décembre 1969. L'ensemble de ces deux sociétés représente donc maintenant un avoir global atteignant 2 milliards de francs.

A l'occasion d'une opération interne de grande envergure, dont la préparation a exigé la mise en œuvre des techniques les plus modernes de «marketing», la B.N.P. a déployé un effort particulier pour faire mieux connaître à sa clientèle les avantages des plans d'épargne. Le succès obtenu a dépassé les prévisions les plus optimistes et a confirmé le rôle que pouvaient jouer les banques pour amener une catégorie nouvelle de souscripteurs à s'intéresser aux valeurs mobilières.

Sur le plan extérieur, la B.N.P. et son Groupe ont participé étroitement à l'activité du marché financier mondial, lequel, en dépit des vicissitudes de la conjoncture monétaire, continua en 1969 à canaliser un volume très important de capitaux. Persuadée que l'internationalisation des structures financières doit progresser parallèlement à celle des structures commerciales et industrielles, la B.N.P. est notamment soucieuse d'associer l'épargne étrangère au financement des entreprises françaises. Après avoir réalisé les années précédentes le premier placement à l'Etranger d'actions françaises, elle a pris l'initiative du premier emprunt international d'obligations convertibles à tout moment au gré du porteur en actions d'une société française, opération menée à bien pour le compte de l'un des principaux groupes français à activités internationales.

L'année 1969 a marqué un tournant important pour notre filiale la *Banque Auxiliaire pour le Commerce et l'Industrie «B.A.C.I.»*, qui est devenue, en juin dernier, la *Banque pour l'Expansion Industrielle «BANEXI»*. Il ne s'agit pas d'un simple changement de raison sociale. Notre intention est d'accentuer notamment le rôle de banque d'affaires de cet établissement, dans le cadre d'une structure juridique mieux adaptée à ce changement. La *BANEXI* s'intéresse à des prises de participations. Elle a dès à présent facilité des rapprochements d'entreprises et mis à la disposition de la clientèle de la *B.N.P.* une gamme de services plus étendus et, dans certains cas, d'un caractère plus original que les opérations de crédit courantes. Ainsi le volume des affaires traitées a rapidement augmenté et les résultats de l'exercice sont satisfaisants.

A l'Etranger, la B.N.P. a fait preuve, au cours de l'exercice 1969, d'une grande activité.

Le développement de la Succursale de *Bruxelles* s'est accentué en 1969, et l'Agence de *Courtrai* a confirmé les espoirs que nous avons fondés sur elle : nos résultats en Belgique marquent une très nette progression.

De même, la Succursale de *Sarrebruck* a réalisé des profits en sensible augmentation. L'ouverture de l'Agence de *Hombourg* (Sarre) sera effective en 1970.

En Afrique, nos Sièges au Dahomey, en Haute-Volta, au Togo, au Gabon, en République Centrafricaine et au Tchad participent activement au développement de l'économie de ces Etats et ont connu en 1969 un accroissement sensible de leur activité.

L'Agence de *San Francisco*, ouverte en janvier 1969, marque désormais la présence de la B.N.P. dans l'ouest des Etats-Unis. Elle a créé un bureau à *Los Angeles*.

En Colombie, dans une économie en expansion qui a bénéficié de la hausse des cours internationaux du café et d'un accroissement des exportations, notre Groupe a enregistré des résultats intéressants.

Aux Antilles, les Succursales de *Fort-de-France* et de *Pointe-à-Pitre*, ainsi que les Sièges rattachés, ont poursuivi leur progression. En Martinique, la concentration de l'industrie sucrière a été entreprise avec l'appui des pouvoirs publics. Dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme, certaines réalisations ont été menées à bien.

Notre Succursale de *Nouméa* a terminé son premier exercice d'une manière très encourageante qui justifie pleinement la confiance que nous plaçons dans l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

En Australie, nous avons renforcé les moyens d'un réseau ancien et prospère qui compte maintenant, depuis l'ouverture à l'automne 1969 de notre Siège de *Perth*, cinq points d'implantation sur un continent promis à un essor brillant. La *Société Franco-Australienne de Promotion Industrielle et Commerciale*, créée l'an dernier avec la participation de plusieurs groupes français importants, a commencé sa mission de prospection.

La nationalisation des grandes banques locales décidée par le gouvernement de l'Inde n'a eu que des répercussions indirectes sur nos Sièges de *Bombay* et de *Calcutta*, qui poursuivent leur activité dans le cadre d'une stricte réglementation. Notre Bureau de Représentation de *New Delhi* est associé au développement des ventes de biens d'équipement français à un pays engagé dans un vaste programme d'industrialisation.

En Extrême-Orient, en dépit de circonstances toujours difficiles, notre Succursale de *Saigon*, grâce au dévouement de ses collaborateurs, a amélioré ses résultats. L'activité de celle de *Hong-Kong* est restée soutenue.

Au cours de l'année 1969, nos dix Bureaux de Représentation à l'Etranger ont poursuivi leurs travaux de recherche, d'étude et de liaison, et ont contribué, d'une façon encore accrue, au développement de nos opérations de commerce extérieur, tout en assurant la présence de la *Banque Nationale de Paris* dans des pays amis. Nous avons obtenu en fin d'année l'autorisation d'ouvrir un Bureau à *Zurich*, ainsi qu'à *Rio de Janeiro*.



La *Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (Afrique)* a réalisé un meilleur exercice que le précédent. Sa Succursale de *Beyrouth* a, malgré un climat politique troublé, développé son fonds de commerce et amélioré sensiblement ses résultats, grâce à la conjoncture du marché monétaire international. Au Maroc, la stabilité du pays et de très bonnes conditions climatiques, jointes à une production minière accrue, ont permis à la *Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie* de porter ses activités à un niveau élevé. En Tunisie, deux banques dans lesquelles nous étions intéressés ont été regroupées : la *Banque d'Escompte et de Crédit à l'Industrie en Tunisie* a été absorbée par l'*Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie*, qui est ainsi devenue la première banque privée de ce pays et dont les activités et les résultats ont marqué une nette progression malgré une situation économique assez défavorable et une année agricole médiocre.

La *Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (Océan Indien)* et la *Banque Malgache d'Escompte et de Crédit* ont encore connu un développement rapide de leurs activités, et leur bilan s'établit en progression importante sur l'année précédente, malgré l'encadrement du crédit édicté par les autorités financières à la fin du troisième trimestre de l'exercice. Dans la Grande Ile, les récoltes ont été dans l'ensemble satisfaisantes; les recherches pétrolières sont activement poursuivies sur le littoral de la côte Ouest. A La Réunion, l'industrie sucrière, qui doit s'adapter aux dispositions communautaires nouvelles en matière de prix et de contingentement, est en pleine mutation. Le trafic du port de *Djibouti* est en léger progrès, mais n'a pu retrouver son niveau normal depuis la fermeture du Canal de *Suez*. L'organisation d'un tourisme d'hiver, actuellement à l'étude, procurerait un appréciable surcroît d'activité au commerce local.

Dans les autres pays d'Afrique, les établissements bancaires dans lesquels la B.N.P. possède d'importantes participations, directement ou par l'intermédiaire de la *Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer «S.F.O.M.»*, s'adaptent aux réalités locales et s'attachent à développer leurs exploitations :

- la *Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Cameroun* a porté son capital de 380 millions à 500 millions de francs CFA et a poursuivi l'extension de son réseau par l'ouverture de deux nouveaux guichets permanents, tout en améliorant sensiblement sa rentabilité;
- la *Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte-d'Ivoire* a, de son côté, porté son capital de 300 millions à 500 millions de francs CFA et a réalisé des profits;
- la *Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal* a enregistré de bons résultats malgré la faiblesse de la récolte d'arachides, principale production du pays. L'Agence ouverte l'an dernier à *Bathurst* (en Gambie) participe dès cette année, dans des proportions appréciables, au financement de la campagne d'arachides;
- la *Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Congo* a maintenu son activité à un niveau satisfaisant malgré le fléchissement des ressources bancaires intervenu en fin d'année;
- la *Société Congolaise de Banque* a bénéficié de l'amélioration continue des conditions économiques et financières au Congo-Kinshasa. Elle a porté son capital



de ZA 600 000 à ZA 1 200 000 et ses résultats sont en progrès;

— la *Banque Commerciale du Burundi* et la *Banque Commerciale du Rwanda*, tout en maintenant leurs activités, ont subi les effets de mauvaises récoltes;

— la *Commercial Bank of Africa Ltd* s'étend au Kenya où elle a réalisé d'appréciables progrès, mais elle a dû abandonner son exploitation directe en Ouganda en raison d'une nouvelle réglementation exigeant la constitution d'un capital minimum élevé. Son exploitation à *Kampala* a été apportée à la *Barclays Bank of Ouganda*, moyennant une participation au capital de cette dernière.

A Londres, la *British and French Bank Limited* a poursuivi ses efforts pour accroître ses opérations dans tous les domaines. Nous voulons notamment développer fortement ses opérations en matière de commerce international, et tout spécialement pour le commerce entre la Grande-Bretagne et la France qui ne peut manquer d'augmenter considérablement dans les prochaines années. En dépit de la prolongation du conflit en Nigeria, sa filiale, l'*United Bank for Africa Ltd*, a poursuivi son expansion et réalisé des profits substantiels. Elle est maintenant prête pour une nouvelle phase de son développement, dans un pays riche d'avenir, aux ressources variées et importantes.

L'activité et les bénéfices de notre filiale de Bâle, la *Banque pour le Commerce International*, ont progressé de façon très sensible. Il en est de même en ce qui concerne l'*United Overseas Bank* à Genève.

Aux Etats-Unis, la *French American Banking Corporation*, dont la *Banque Nationale de Paris* détient le tiers du capital, n'a cessé, au cours de l'exercice 1969, de développer son activité. Elle a su trouver une nouvelle clientèle auprès des firmes européennes s'établissant aux Etats-Unis. Elle a aussi monté des opérations de financement international, avec d'autres banques étrangères, en faveur des sociétés américaines implantées en Europe. Son Agence à Paris lui a apporté dans ce domaine un concours précieux.

La *Société Financière pour le Commerce et l'Industrie Ltée*, notre filiale canadienne, a accentué son action dans le financement des affaires françaises installées au Canada et des opérations de commerce extérieur.

A Panama, le *Banco Fiduciario de Panama* a développé son activité dans tous les domaines et enregistré de ce fait une progression de ses résultats.

Au Mexique, le *Banco del Atlantico*, dont le fonds de commerce a été très élargi par l'apport en fin 1968 du *Banco del Valle*, a renforcé ses structures pour tirer le meilleur parti de sa nouvelle dimension. *FINEXIM*, société financière du Groupe, s'est également développée de façon appréciable.

La *Banque de la Guyane* a consolidé sa situation financière à la faveur d'une nouvelle progression de ses résultats.

En Iran, la *Banque Etebarate-Iran*, qui occupe une place importante dans les opérations de commerce extérieur de ce pays, a poursuivi la réalisation de son programme d'implantation dans l'agglomération de *Téhéran* où elle comptait, à la fin de 1969, 33 guichets.

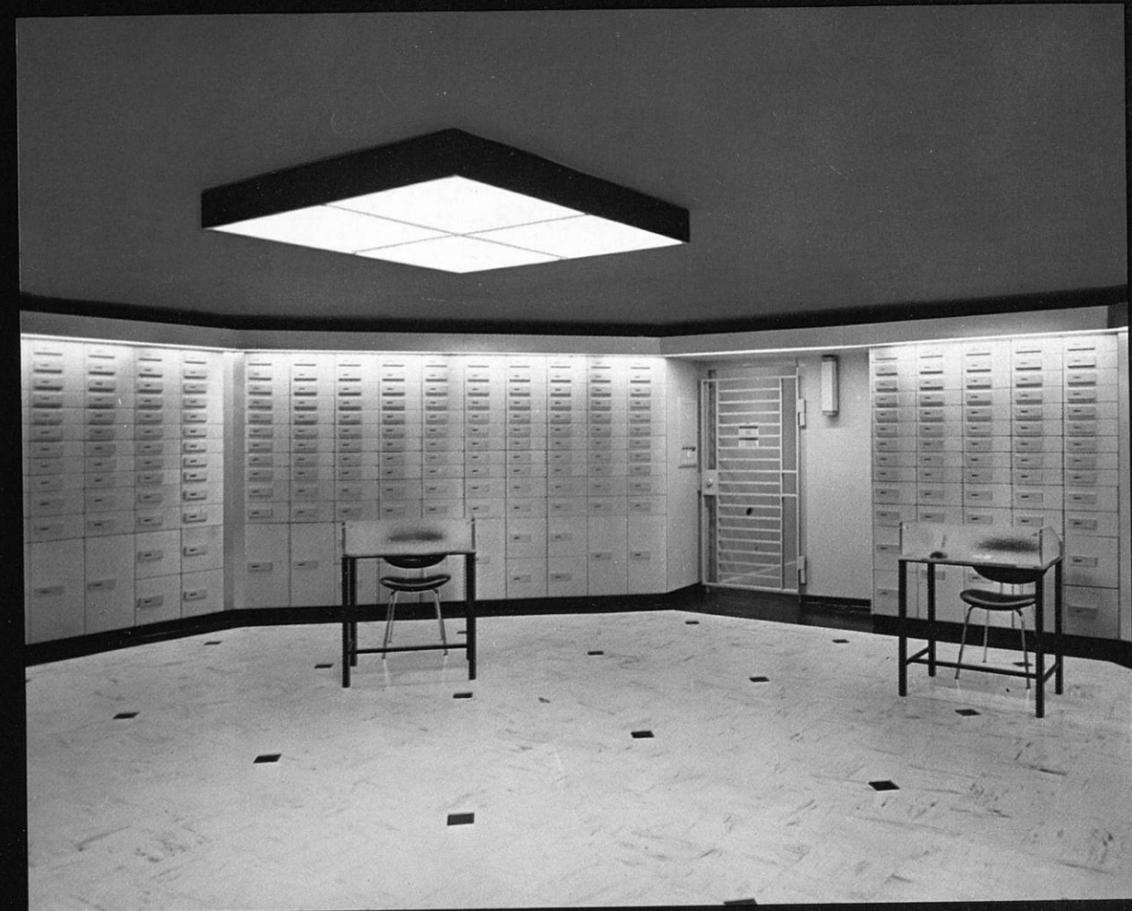
Créée en 1967, à parts égales avec l'*Algemene Bank Nederland*, la *Banca Nazionale del Lavoro*, la *Bank of America*, la *Barclays Bank* et la *Dresdner Bank*, la *Société Financière Européenne* a connu en 1969 un développement important de son activité et de ses résultats. Le volume des crédits en devises a doublé par rapport à l'exercice précédent, ces crédits étant consentis pour des investissements non seulement en Europe, aux Etats-Unis ou au Canada, mais aussi dans d'autres parties du monde. Par ailleurs, le Groupe a affirmé son rôle de banque d'affaires par des prises de participation, des rapprochements d'entreprises et des créations de holdings sur un plan international. Les fonds propres du Groupe, à la suite d'une augmentation de capital, s'élèvent à 134 millions de francs suisses.

o

Nous n'avons eu qu'à nous féliciter de nos cadres et de notre personnel. Leur dévouement à toute épreuve s'est manifesté à toute occasion, notamment lorsqu'un effort particulier leur a été demandé pour développer nos ressources sous toutes les formes, en même temps qu'ils participaient aux mises au point que l'organisation nouvelle de notre maison rendait encore nécessaires.

Nos rapports avec le Comité Central d'Entreprise ont été marqués par un désir réciproque de collaboration. Les œuvres sociales gérées par cet organisme ont permis d'apporter à nos agents et à leur famille de substantiels avantages.

o



BILAN ET RESULTATS

Le bilan de la B.N.P. s'élève à F 47 613 705 988,29
 en augmentation sur celui de l'an dernier de F 8 023 131 130,18

Ce bilan doit être rapproché de la situation consolidée qui est jointe en annexe au présent rapport et qui groupe les chiffres de toutes les filiales dont nous avons plus de 50% du capital.

Cette situation fait apparaître un total de F 51 664 280 503,00
 en augmentation sur celle de l'an dernier de F 8 558 685 160,00

Si nous revenons au seul bilan de la B.N.P. soumis à votre approbation, l'analyse des chiffres est la suivante:

Les dépôts de la clientèle ressortent au total à F 30 262 856 224,17
 contre 28 008 089 018,27 au 31 Décembre 1968.

Les autres comptes créditeurs s'élèvent à F 14 514 895 653,91
 en augmentation de F 5 461 800 859,99
 par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois se trouvent à l'actif principalement dans:

— le portefeuille-effets, en augmentation de F 2 900 590 523,26
 — les comptes courants et avances garanties, en diminution de F 499 433 058,71
 — les avoirs chez les banques et correspondants, en augmentation de F 4 466 701 940,72

Le portefeuille-titre s'est trouvé accru des acquisitions de l'exercice sous déduction des ventes et d'une libération de provisions. Il ressort à F 222 889 806,86
 contre F 128 481 906,93 au 31 Décembre 1968.

Les acquisitions immobilières et mobilières ont été entièrement compensées par des dotations aux postes d'amortissements et de provisions, le poste «Immeubles et Mobilier» ressortant au même montant que l'an dernier F 255 336 311,73

Les résultats de l'exercice, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, font apparaître un solde bénéficiaire de F 78 267 802,04

Il est à noter que la provision pour impôts s'élève à F 272 481 000. A cette charge, il convient d'ajouter la moitié du prélèvement exceptionnel sur les banques provisionné pour F 55 600 000.

Après imputation des sommes nécessaires pour servir aux 596 752 parts de l'ex-B.N.C.I. et aux 454 732 parts de l'ex-C.N.E.P. non encore amorties l'intérêt minimum garanti de 3% sur le prix de rachat des actions (F 12,54 pour l'ex-B.N.C.I. et F 22,53 pour l'ex-C.N.E.P.) à raison de:

— F 0,3762 brut par titre pour l'ex-B.N.C.I. F 531 851,46
 — F 0,6759 brut par titre pour l'ex-C.N.E.P.

le solde disponible du compte de Profits et Pertes ressort à F 77 735 950,58
 auquel s'ajoute le report antérieur de F 3 709 175,17
 pour former un total de F 81 445 125,75

que, conformément aux dispositions de l'art. 24 de nos statuts, nous vous proposons de répartir ainsi:

— réserve légale (5% sur F 77 735 950,58) fixée à F 3 886 797,50
 — réserves (incluses les plus-values à long terme) F 56 200 000,00
 — intérêt complémentaire aux parts bénéficiaires, à raison de F 0,7488 par titre pour l'ex-B.N.C.I. et F 1,3241 par titre pour l'ex-C.N.E.P. F 1 048 958,54
 — attribution aux actions transférées à l'Etat F 16 250 000,00
 — attribution au Conseil d'Administration F 50 000,00
 — le surplus étant reporté à nouveau F 4 009 369,71
 F 81 445 125,75

Par ailleurs, diverses provisions constituées lors d'exercices antérieurs pouvant être libérées pour un montant de 108 millions, nous vous proposons de les virer aux réserves. Le total de nos réserves se trouverait ainsi porté de F 192 004 000 à F 360 090 797,50 après répartition du bénéfice, portant ainsi le total de nos ressources propres à F 689 000 000.

Le total des ressources propres de la B.N.P. et des filiales retenues pour l'établissement de la situation consolidée s'établit en conséquence à environ F 875 000 000.

Le Conseil d'Administration

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice 1969

Messieurs,

Nous l'avons l'honneur de vous rendre compte, pour l'exercice 1969, de la mission qui nous a été dévolue par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 21 Décembre 1967.

Les livres et documents représentant la comptabilité sociale ont été mis à notre disposition et nous avons pu, dans les Etablissements de notre choix, vérifier qu'ils étaient régulièrement tenus. Divers rapports de vos services de contrôle nous ont également été communiqués à notre demande; ils nous ont permis d'apprécier l'efficacité de ces services.

Le bilan et le compte de Pertes et Profits soumis à votre approbation sont entièrement conformes à l'inventaire récapitulatif des comptes, de même que les renseignements qui en ont été tirés pour figurer dans le rapport du Conseil d'Administration.

Eu égard aux justifications reçues et aux informations recueillies sur la consistance des valeurs actives et passives portées à l'inventaire, et compte tenu des usages bancaires, nous estimons pouvoir délivrer l'attestation de sincérité et de régularité prescrite par la loi.

Sans revenir sur les postes commentés dans le rapport du Conseil d'Administration, nous préciserons les points suivants:

Bilan	
— Les <i>Dépôts de la clientèle</i> , cités pour	30 263 millions
dans ce rapport englobent:	
Les Comptes de chèques et Comptes livrets ..	13 115 millions
Les Comptes courants	8 984 »
et les Bons et Comptes à échéances fixes ...	8 164 »
— Les autres Comptes créditeurs, cités pour	14 515 millions
englobent:	
Les Banques et Correspondants	9 516 millions
Les Comptes exigibles après encaissement ..	2 706 »
Les Crédoeurs divers	2 293 »

Ce dernier compte, conformément aux usages bancaires, englobe les provisions pour risques sur lesquelles le Conseil d'Administration vous propose de prélever, pour virement aux réserves, une somme de 108 millions.

Compte de Profits et Pertes

Parmi les opérations diverses incluses dans le Produit net bancaire nous avons relevé des plus et moins-values sur Immobilisations et titres pour un montant net de 16,8 millions, dont 13,3 à long terme.

Participations Acquisées au Cours de l'Exercice

Conformément à l'article 356 de la loi du 24 Juillet 1966, nous mentionnons en annexe les acquisitions de titres qui vous ont procuré une participation de plus de 10% dans le capital des sociétés correspondantes.

Telles sont les précisions qu'il nous a semblé utile d'ajouter à la présentation des comptes.

Paris, le 20 Avril 1970

Les Commissaires aux comptes:
Claude CASTEL, Jacques FRINAULT
Commissaires de Sociétés inscrits sur la
liste de la Cour d'Appel de Paris

Participations Acquisées au Cours de l'Exercice 1969

Annexe au Rapport des Commissaires aux Comptes

— 99 965 actions sur 100 000 formant le capital social de la Banque Nationale pour l'Expansion du Crédit Bail «NATIOBAIL», souscrites pour	F 9 956 500
— 968 actions (sur 1 000) Compagnie d'Investissements de Paris, souscrites pour	F 290 400
— 8 999 actions et 6 500 parts bénéficiaires représentant 17,99% du capital de la Banque Centrale Monégasque de Crédit à Long et Moyen Terme	F 899 900
— 1 000 actions (sur 5 000) Lidechim A.G. à Bâle	F 141 318
— 22 889 actions (sur 81 025) Société d'Exploitation des procédés Leland et Claret	F 5 928 251
— 22 800 actions (sur 90 000) L'Unité Hermétique	F 7 752 000
— 34 200 actions (sur 130 000) Compagnie Mobilière d'Etudes et de Participations	F 3 419 600

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

sur les conventions visées :
- par l'art. 101 de la loi du 24 Juillet 1966 - par l'art. 92 du décret du 23 Mars 1967
et par l'art. 17 du décret du 28 Mai 1946

Exercice 1969



Messieurs,

Nous vous informons qu'aucune convention requérant l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration en application de l'art. 101 de la loi du 24 Juillet 1966 n'a été portée à notre connaissance.

Par ailleurs aucune convention ayant fait l'objet d'autorisation antérieure ne s'est poursuivie en 1969.

Les opérations conclues au cours de cet exercice avec des sociétés dans lesquelles vos administrateurs sont intéressés, sont de caractère courant et ont été traitées aux conditions usuelles.

Comme précédemment et en vertu de l'art. 17 du décret du 28 Mai 1946, nous avons été avisés d'autorisations qui ont été données pour des lignes d'escompte, des ouvertures de crédits ou des cautions consenties à des Sociétés ayant avec la vôtre des Administrateurs communs.

Telles sont les conventions dont nous avons à vous informer ; elles ne soulèvent de notre part, aucune observation.

Paris, le 20 Mars 1970

Les Commissaires:
Claude CASTEL, Jacques FRINAULT
Commissaires de Sociétés inscrits sur
la liste de la Cour d'Appel de Paris



RESOLUTIONS DE LA COMMISSION DE CONTROLE DES BANQUES

(Séance du 24 juin 1970) Approbation des Comptes de l'Exercice 1969

Première résolution

La Commission de Contrôle des Banques, conformément aux propositions du Conseil d'Administration et après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve tels qu'ils lui ont été présentés le bilan au 31 Décembre 1969 et le compte de profits et pertes de l'exercice 1969 de la BANQUE NATIONALE DE PARIS.

Deuxième résolution

La Commission décide, conformément à l'article 24 des statuts de la BANQUE NATIONALE DE PARIS :

- l'affectation à la réserve légale d'une somme de F 3 886 797,50 dont F 596 578,30 provenant des plus-values à long terme;
- la dotation à la réserve spéciale de plus-values à long terme d'une somme de F 11 334 977,59;
- l'attribution aux parts bénéficiaires nominatives de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie et aux parts bénéficiaires nominatives du Comptoir National d'Escompte de Paris d'une somme de F 1 048 958,54 qui, ajoutée à l'intérêt minimum, élève la répartition brute allouée par part à F 1,125 pour la B.N.C.I. et à F 2 pour le C.N.E.P., en application de l'article 4 du décret du 26 mai 1966 portant fusion de ces deux banques de dépôts nationalisées;
- l'attribution aux actions de la BANQUE NATIONALE DE PARIS transférées à l'Etat d'une somme de F 16 250 000;
- la dotation aux réserves d'une somme de F 44 865 022,41;
- le versement au Conseil d'Administration d'une somme de F 50 000, à titre de tantièmes.

Troisième résolution

La Commission approuve l'inscription aux réserves d'une somme de F 108 000 000 afférente à des provisions constituées antérieurement et devenues disponibles.

Quatrième résolution

La Commission prend acte du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes en exécution de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966 et de l'article 17 du décret n° 46-1246 du 28 mai 1946 et approuve les conventions visées par ce rapport.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1969

Avant Répartition

Actif	Passif
Caisse, Trésor Public, Banques d'émission 1 269 896 053,09	Comptes de chèques et comptes sur livrets 13 114 890 092,54
Banques et Correspondants 11 361 970 808,61	Comptes courants 8 983 851 926,53
Portefeuille effets 25 306 050 606,09	Banques et Correspondants 9 515 611 118,72
Coupons 54 766 194,73	Comptes exigibles après encaissement 2 706 548 904,34
Comptes courants 5 563 227 210,09	Créditeurs divers 2 292 735 630,85
Avances garanties 641 311 106,37	Acceptations à payer 1 743 751 914,69
Avances et débiteurs divers . 735 786 569,43	Bons et comptes à échéance fixe 8 164 114 205,10
Débiteurs par acceptations. 1 743 751 914,69	Comptes d'ordre et Divers . 493 221 218,31
Titres 222 889 806,86	Réserves 192 004 000,00
Comptes d'ordre et Divers. 458 719 406,60	Capital 325 000 000,00
Immeubles et Mobilier 255 336 311,73	Report à nouveau 3 709 175,17
47 613 705 988,29	Résultats 78 267 802,04
	47 613 705 988,29

HORS-BILAN

Engagements par cautions et avals 8 152 487 580,00
Effets escomptés circulant sous notre endos 4 944 204 141,00
Ouvertures de crédits confirmés 708 208 614,00

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

Débit	Crédit
Frais Généraux 1 640 263 002,00	Produit net bancaire 2 120 482 229,00
- dépenses de personnel .. 1 162 316 353	
- impôts et taxes (sauf impôts sur les Stés) .. 146 364 187	
- autres frais généraux - 331 582 462	
Taxe spéciale sur les activités financières 55 221 708,00	Produits du portefeuille titres 18 413 713,00
Amortissements et divers .. 94 372 748,00	
Impôt sur les Sociétés 272 481 040,00	Revenus des immeubles et divers 1 710 358,00
Profits de l'exercice 78 267 802,00	
2 140 606 300,00	2 140 606 300,00

BILAN AU 31 DECEMBRE 1969

Après Répartition

Actif	Passif
Caisse, Trésor Public, Banques d'émission 1 269 896 053,09	Comptes de chèques et comptes sur livrets 13 114 890 092,54
Banques et Correspondants 11 361 970 808,61	Comptes courants 8 983 851 926,53
Portefeuille effets 25 306 050 606,09	Banques et Correspondants 9 515 611 118,72
Coupons 54 766 194,73	Comptes exigibles après encaissement 2 706 548 904,34
Comptes courants 5 563 227 210,09	Créditeurs divers 2 202 616 440,85
Avances garanties 641 311 106,37	Acceptations à payer 1 743 751 914,69
Avances et débiteurs divers . 735 786 569,43	Bons et comptes à échéance fixe 8 164 114 205,10
Débiteurs par acceptations . 1 743 751 914,69	Comptes d'ordre et Divers 493 221 218,31
Titres 222 889 806,86	Réserves 360 090 797 50
Comptes d'ordre et Divers . 458 719 406,60	Capital 325 000 000,00
Immeubles et Mobilier 255 336 311,73	Report à nouveau 4 009 369,71
47 613 705 988,29	47 613 705 988,29

HORS-BILAN

Engagements par cautions et avals 8 152 487 580,00
Effets escomptés circulant sous notre endos 4 944 204 141,00
Ouvertures de crédits confirmés 708 208 614,00

REPARTITION DES BENEFICES

Débit	Crédit
Intérêt minimum garanti aux parts bénéficiaires 531 851,46	Report antérieur 3 709 175,17
Solde disponible ainsi réparti:	
- Réserve légale 3 886 797,50	
- Intérêt complémentaire aux parts bénéficiaires ... 1 048 958,54	
- Réserve spéciale 56 200 000,00	
- Attribution aux actions transférées à l'Etat 16 250 000,00	
- Tantièmes au Conseil d'Administration 50 000,00	
- Report à nouveau 4 009 369,71	
81 976 977,21	Produits nets de l'exercice défalcation faite des frais généraux, amortissements, provisions pour risques quelconques et autres charges .. 78 267 802,04
	81 976 977,21

Crédits photographiques:
CAYEZ-LILLE · CHEVOJON-PARIS · Claude O'SUGHRUE-MONTPELLIER · Raymond de SEYNES-PARIS · Studio TOIMA-LISIEUX

PRINTED IN FRANCE

BNP

BANQUE NATIONALE DE PARIS
BILANS ANNUELS / EXERCICE 1969

BANQUE NATIONALE DE PARIS
BILANS ANNUELS / EXERCICE 1969

BILANS ANNUELS DE LA B.N.P./EXERCICE 1969

et de ses principales filiales
et banques associées

	Pages
SITUATION CONSOLIDÉE DU GROUPE B.N.P.	4
B.N.P. (France, Outre-Mer, Étranger)	5

FILIALES

dont le bilan a été pris en considération pour
l'établissement de la situation consolidée.

BANQUE POUR L'EXPANSION INDUSTRIELLE (BANEXI) ex. BACI INTERCOMI	6 7
BANQUE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL (B.P.C.I.)	8
BRITISH AND FRENCH BANK Ltd	9
B.N.C.I. (Afrique)	10
BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (B.M.C.I.)	11
UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (U.B.C.I.)	12
B.N.C.I. (Océan Indien)	13
BANQUE MALGACHE D'ESCOMPTE ET DE CRÉDIT (BAMES) ...	14
UNITED BANK FOR AFRICA Ltd (U.B.A.)	15
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (S.F.C.I. Ltée)	16
BANCO FIDUCIARIO DE PANAMA S.A.	17
BANQUE DE LA GUYANE	18

AUTRES FILIALES ET BANQUES ASSOCIEES

UNION POUR LE FINANCEMENT A LONG ET MOYEN TERME (UFILOM)	19
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE EUROPÉENNE:	
S.F.E. - PARIS	20
S.F.E. - LUXEMBOURG	21
UNION POUR LE CRÉDIT A L'INDUSTRIE NATIONALE (UCINA)	22
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER (S.F.O.M.)	23
B.I.C.I. DU CAMEROUN	24
B.I.C.I. DU CONGO	25
B.I.C.I. DE LA COTE-D'IVOIRE	26
B.I.C.I. DU SÉNÉGAL	27
BANQUE ETEBARATE IRAN	28
FRENCH AMERICAN BANKING CORPORATION	29
BANCO DEL ATLANTICO	30
FINEXIM	31

SITUATION CONSOLIDÉE DU GROUPE B.N.P.

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif	Francs
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission	1 377 903 330
Banques et Correspondants	12 005 246 057
Portefeuille effets	27 086 839 023
Coupons	55 376 281
Comptes courants	6 688 472 280
Avances garanties	838 492 659
Avances et débiteurs divers	785 778 087
Débiteurs par acceptations	1 813 624 716
Titres	216 406 392
Comptes d'ordre et divers	487 199 625
Immeubles et Mobilier	308 942 053
	<u>51 664 280 503</u>
Passif	
Comptes de chèques et comptes sur livrets	13 971 516 753
Comptes courants	9 954 664 701
Banques et Correspondants	9 931 094 163
Comptes exigibles après encaissement	2 812 175 314
Créditeurs divers	2 654 616 762
Acceptations à payer	1 813 624 716
Dividendes restant à payer	965 961
Bons et comptes à échéance fixe	9 158 814 092
Comptes d'ordre et divers	566 096 734
Capital	377 147 716
Réserves	303 329 700
Report à nouveau	16 577 885
Résultats	103 656 006
	<u>51 664 280 503</u>

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Etablissement Nationalisé (Loi du 2 Décembre 1945)
 Siège Social & Direction Générale : 16 boulevard des Italiens, Paris
 Président : M. H. BIZOT
 Vice-Président : M. P. CALVET
 Administrateur Directeur Général : M. P. LEDOUX
 Directeurs Généraux Adjointes : MM. L. ASSÉMAT, G. DÉFOSSÉ,
 J. DRÖMER, G. LLEWELLYN

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif	Francs
Caisse, Trésor Public, Banques d'émission	1 269 896 053,09
Banques et Correspondants	11 361 970 808,61
Portefeuille effets	25 306 050 606,09
Coupons	54 766 194,73
Comptes courants	5 563 227 210,09
Avances garanties	641 311 106,37
Avances et débiteurs divers	735 786 569,43
Débiteurs par acceptations	1 743 751 914,69
Titres	222 889 806,86
Comptes d'ordre et divers	458 719 406,60
Immeubles et Mobilier	255 336 311,73
	<u>47 613 705 988,29</u>
Passif	
Comptes de chèques et comptes sur livrets	13 114 890 092,54
Comptes courants	8 983 851 926,53
Banques et Correspondants	9 515 611 118,72
Comptes exigibles après encaissement	2 706 548 904,34
Créditeurs divers	2 292 735 630,85
Acceptations à payer	1 743 751 914,69
Bons et comptes à échéance fixe	8 164 114 205,10
Comptes d'ordre et divers	493 221 218,31
Capital	325 000 000,00
Réserves	192 004 000,00
Résultats	78 267 802,04
Report à nouveau	3 709 175,17
	<u>47 613 705 988,29</u>
Hors Bilan	
Engagements par cautions et avals	8 152 487 580,00
Effets escomptés circulant sous notre endos	4 944 204 141,00
Ouvertures de crédits confirmés	708 208 614,00

BANQUE POUR L'EXPANSION INDUSTRIELLE

Siège Social: 1, boulevard Haussmann, Paris
 Bureaux: 1, boulevard des Capucines, Paris
 Président du conseil de surveillance: M. A. CRAMOIS
 Vice-Président du conseil de surveillance: M. P. LEDOUX
 Président du Directoire: M. L. ASSEMAT
 Secrétaire général: M. D. OUDARD

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	Francs
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission.....	317.169,18
Banques et Correspondants	10.755.491,68
Portefeuille effets.....	34.281.204,96
Comptes courants.....	14.666.880,77
Avances garanties	878.350,90
Avances et débiteurs divers	1.364.511,84
Titres.....	47.081.420,73
Comptes d'ordre et divers	147.169,94
Immeubles et Mobilier.....	1.035.000,00
	110.527.200,00

Passif

Comptes de chèques	1.858.935,73
Comptes courants.....	6.880.302,60
Banques et Correspondants.....	55.024.504,85
Comptes exigibles après encaissement	507.158,32
Créditeurs divers.....	4.777.731,68
Bons et comptes à échéance fixe	15.738.633,60
Comptes d'ordre et divers	1.145.107,84
Capital	20.000.000,00
Réserves	2.000.000,00
Résultats	2.164.983,53
Report à nouveau	429.841,85
	110.527.200,00

Hors Bilan

Engagements par cautions et avals.....	139.738,00
Effets escomptés circulant sous notre endos	5.315.000,00
Ouvertures de crédits confirmés.....	1.652.362,00

SOCIETE POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE INTERCOMI

Siège Social: 5, rue Drouot, Paris
 Président: M. L. ASSEMAT
 Directeur Général: M. L. E. SUSSFELD

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	Francs
Caisse et Banques.....	8.166,25
Créances sur l'étranger	18.224.773,56
Débiteurs divers	750.388,32
Comptes de régularisation	171.529,79
Titres de participation	108.919,12
Immobilisations.....	39.222,13
	19.302.999,17

Passif

Banques	227.048,91
Mobilisations de créances	14.575.113,00
Créditeurs divers	1.784.480,48
Provisions pour risques	498.471,44
Comptes de régularisation.....	38.269,50
Capital	2.000.000,00
Réserves	42.477,78
Résultats.....	126.639,36
Report à nouveau	10.498,70
	19.302.999,17

Hors bilan

Engagements par cautions	65.552,24
--------------------------------	-----------

BANQUE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL S.A.

Siège Social : Aeschengraben 25 - Parkweg 8, Bâle
Président : M. G. OTT
Vice-Président : M. H. GILET
Directeur Général : M. G. HAMON

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif	Francs suisses
Caisse, Comptes de virement et de Chèques Postaux	14 933 261,15
Avoirs en banque à vue	40 971 917,52
Avoirs en banque à terme	71 378 830,31
Effets de change	2 701 210,32
Reports	947 472,10
Comptes courants débiteurs en blanc	2 102 894,33
Comptes courants débiteurs gagés	32 401 634,19
Avances et prêts à terme fixe en blanc	4 302 879,43
Avances et prêts à terme fixe gagés	28 763 310,02
Titres et participations permanentes	1 962 878,00
Autres postes de l'actif	1 203 652,90
	<u>201 669 940,27</u>

Passif

Engagements en banque à vue	6 706 300,68
Engagements en banque à terme	81 493 629,56
Engagements découlant d'opérations de report	573 759,00
Comptes de chèques et comptes créanciers à vue	60 866 185,43
Créanciers à terme	20 497 818,56
Autres postes du passif	14 510 323,41
Capital	7 500 000,00
Réserves	7 600 000,00
Résultats	1 688 512,06
Report à nouveau	233 411,57
	<u>201 669 940,27</u>

Hors Bilan

Engagements par cautions	27 343 380,08
Engagements par accreditifs	78 706 084,34

BRITISH AND FRENCH BANK LTD

Siège Social & Direction Générale : 8/13 King William Street, Londres E.C. 4
Président : Sir Patrick REILLY
Administrateur-Directeur Général : M.G. GEAS

Bilan au 31 Mars 1969

Actif	£	£
ACTIF ORDINAIRE		
Caisse et Banques:		
— en Grande-Bretagne	1.604.090	
— à l'étranger	<u>321.675</u>	1.925.765
Prêts au jour le jour et à court terme		32.499.766
Effets escomptés		527.355
Placements au cours d'achat ou au-dessous et au-dessous de la valeur boursière:		
— fonds d'Etat britanniques	98.393	
— autres valeurs cotées	1.198	
— valeurs non cotées, au cours d'achat	<u>2.000</u>	101.591
Avances aux clients et autres comptes		34.139.683
ENGAGEMENTS DES CLIENTS ET DES CORRESPONDANTS:		
— acceptations	3.452.481	
— endos, crédits confirmés et autres obligations	<u>9.696.260</u>	13.148.741
PARTICIPATIONS		1.026.080
IMMOBILISATIONS		
valeur d'achat moins dépréciation à ce jour		<u>53.087</u>
		83.422.068

Passif

CAPITAL	Autorisé	Emis et entièrement versé
Actions privilégiées 4 1/2% remboursables et cumulatives, de £ 1 chacune	300.000	300.000
Actions ordinaires de £ 1 chacune	<u>2.700.000</u>	<u>2.700.000</u>
	3.000.000	3.000.000
RÉSERVES		600.000
REPORT A NOUVEAU		<u>39.240</u>
		3.639.240
COMPTES COURANTS, DE DÉPOTS ET AUTRES (y compris réserves pour éventualités)	54.831.655	
BANQUE NATIONALE DE PARIS et ses filiales	11.721.432	
Dividendes à payer	<u>81.000</u>	66.634.087
ACCEPTATIONS, ENDOS, CRÉDITS CONFIRMÉS ET AUTRES OBLIGATIONS		
pour compte de clients et de correspondants:		
— acceptations	3.452.481	
— endos, crédits confirmés et autres obligations	<u>9.696.260</u>	13.148.741
		83.422.068

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (AFRIQUE)

Siège Social : 1 boulevard Hausmann, Paris
 Direction Générale : 5 rue Sainte-Cécile, Paris
 Président : M.H. GILET
 Administrateur-Directeur Général : M. P. LEDOUX
 Directeur Général Adjoint : M. R. SURCHAMP

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	Francs
Caisse, Trésor Public, Banques d'émission	22 432 467,37
Banques et Correspondants	236 554 066,97
Portefeuille effets	118 393 505,31
Comptes courants	119 655 204,65
Avances garanties	18 114 477,81
Avances et débiteurs divers	3 959 264,13
Débiteurs par acceptations	12 903 218,41
Titres	16 111 731,67
Comptes d'ordre et divers	2 452 031,40
Immeubles et Mobilier	3 050 000,00
	553 625 967,72

Passif

Comptes de chèques et comptes sur livrets	241 075 613,53
Comptes courants	100 821 363,51
Banques et Correspondants	50 379 813,41
Comptes exigibles après encaissement	20 699 570,17
Créditeurs divers	50 226 048,30
Acceptations à payer	12 903 218,41
Dividendes restant à payer	20 223,19
Bons et comptes à échéance fixe	34 941 492,05
Comptes d'ordre et divers	17 363 456,28
Capital	10 000 000,00
Réserves	12 600 000,00
Résultats	1 636 477,90
Report à nouveau	958 690,97
	553 625 967,72

Hors bilan

Engagements par cautions et avals	43 710 156,74
Ouvertures de crédits confirmés	84 624 462,97

BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

FILIALE DE LA B.N.C.I. (AFRIQUE)
 Siège Social : 26 place Mohammed V, Casablanca
 Président : M. H. GILET
 Administrateur-Délégué : M. R. SURCHAMP
 Administrateur-Directeur Général : M. J. GROSJAT

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	Dirhams
Caisse, Trésor Public, Institut d'Emission	10 525 363,93
Banques et Correspondants	16 547 665,37
Portefeuille de Bons du Trésor	100 630 000,00
Portefeuille effets	172 524 605,13
Comptes courants	26 483 406,31
Avances garanties	40 600 023,57
Débiteurs divers	4 781 035,07
Titres et coupons	9 328 700,63
Comptes d'ordre et divers	4 412 213,53
Effets et créances en souffrance	6 013 261,63
Immeubles et Mobilier	7 759 541,43
	399 605 816,60

Passif

Banques et Correspondants	19 257 953,46
Avances de l'Institut d'Emission	4 000 000,00
Etablissements financiers	13 054 241,00
Comptes de chèques	109 730 705,01
Comptes courants	142 837 714,42
Créditeurs divers	16 573 167,79
Comptes exigibles après encaissement	23 307 598,44
Comptes et bons à échéance fixe	45 052 496,52
Comptes d'ordre et divers	3 911 745,64
Provisions	3 570 397,00
Réserves	6 201 000,00
Capital	8 000 000,00
Bénéfices nets de l'exercice	3 612 587,17
Bénéfices reportés	496 210,15
	399 605 816,60

Hors Bilan

Engagements par cautions et avals	67 395 617,26
Ouverture de crédits confirmés	17 700 516,36
Effets circulant sous notre endos	46 165 118,70

UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

FILIALE DE LA B.N.C.I. (AFRIQUE)
Siège Social : 7/9 rue Es-Sadikia, Tunis
Président d'Honneur : Docteur Mahmoud EL MATERI
Président-Directeur Général : M. Mohammed BADRA
Directeur Général Adjoint : M. M. WIMART

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif	Dinars tunisiens
Caisse, Chèques Postaux, Institut d'émission	1 094 510,569
Banques et Correspondants	3 444 247,965
Portefeuille escompte	11 547 883,863
Comptes courants débiteurs	6 349 430,098
Débiteurs divers	177 738,921
Débiteurs par cautions et acceptations	6 138 156,299
Effets Publics et autres Titres	8 473 163,050
Titres	148 922,681
Divers	9 642 590,388
Immobilisations	179 401,979
	<u>47 196 045,813</u>
Passif	
Dépôts à vue	23 791 753,893
Banques et Correspondants	662 667,449
Créditeurs divers	1 017 674,532
Engagements par cautions et acceptations	6 138 156,299
Bons et Comptes à terme	7 392 599,600
Divers	4 431 754,084
Provisions	1 050 651,415
Capital	1 650 000,000
Réserves	614 601,250
Résultats	446 187,291
	<u>47 196 045,813</u>

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (OCEAN INDIEN)

Siège Social : 7 place Vendôme, Paris
Direction Générale : 5 rue Sainte-Cécile, Paris
Président : M. H. BIZOT
Vice-Président : M. H. GILET
Administrateur-Directeur Général : M. A. BERONIE

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif	Francs
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission	12 998 653,37
Banques et Correspondants	136 497 759,20
Portefeuille effets	333 971 181,10
Comptes courants	151 415 893,27
Avances garanties	29 369 504,37
Avances et débiteurs divers	4 356 347,48
Débiteurs par acceptations	1 744 510,08
Titres	13 085 430,00
Comptes d'ordre et divers	11 086 250,12
Immeubles et Mobilier	12 000 000,00
	<u>706 525 528,99</u>
Passif	
Comptes de chèques et comptes sur livrets	161 230 362,98
Comptes courants	205 161 489,02
Banques et Correspondants	91 025 428,24
Comptes exigibles après encaissement	19 544 978,67
Créditeurs divers	51 287 854,48
Acceptations à payer	1 744 510,08
Dividendes restant à payer	106 554,86
Bons et comptes à échéance fixe	113 973 569,09
Comptes d'ordre et divers	7 455 160,73
Capital	18 750 000,00
Réserves	30 000 000,00
Résultats	4 913 107,51
Report à nouveau	1 332 513,33
	<u>706 525 528,99</u>
Hors Bilan	
Engagements par cautions et avals	130 436 659,00
Effets escomptés circulant sous notre endos	95 996 018,00
Ouvertures de crédits confirmés	8 820 239,00

BANQUE MALGACHE D'ESCOMPTE ET DE CREDIT

Siège Social : Place de l'Indépendance, Tananarive
Président : M. D. RAKOTOPARE
Directeur Général : M. R. BLANC

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	Francs malg.
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission	139 040 243
Banques et Correspondants	1 315 347 611
Portefeuille effets	2 519 460 829
Comptes courants	2 167 588 748
Avances garanties	2 043 845 424
Avances et débiteurs divers	183 689 367
Débiteurs par acceptations	31 976 250
Comptes d'ordre et divers	350 385 315
Immeubles et Mobilier	388 354 661
	<u>9 139 688 448</u>

Passif

Comptes de chèques et comptes sur livrets	2 024 779 963
Comptes courants	3 021 772 458
Banques et Correspondants	958 701 426
Comptes exigibles après encaissement	311 371 739
Créditeurs divers	385 498 054
Acceptations à payer	31 976 250
Bons et comptes à échéance fixe	1 426 565 876
Comptes d'ordre et divers	240 726 573
Capital	500 000 000
Réserves	111 600 000
Résultats	125 361 811
Report à nouveau	1 334 298
	<u>9 139 688 448</u>

Hors Bilan

Engagements par cautions et avals	2 738 608 326
Effets escomptés circulant sous notre endos	2 699 826 248
Ouvertures de crédits confirmés	850 281 879

UNITED BANK FOR AFRICA LTD

Siège Social : 47 Marina, Lagos
Président : Sir Patrick REILLY
Directeur Général : M. G. SCHNEIDER

Bilan au 31 Mars 1969

Actif

	£N	£N
ACTIF ORDINAIRE		
Caisse et Banques		1.208.443
Prêts au jour le jour et à court terme		135.000
Effets escomptés		22.109.254
Titres:		
— fonds d'Etat nigériens	45.000	
— valeurs non cotées	<u>15.000</u>	60.000
Avances aux clients et autre comptes		10.363.111
ENGAGEMENTS DES CLIENTS ET DES CORRESPONDANTS:		
endos, crédits confirmés et autres obligations		3.706.489
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS		3.535.663
IMMOBILISATIONS		
Immeubles, mobilier et installations, etc.:		
valeur d'achat moins dépréciation à ce jour		<u>654.963</u>
		<u>41.772.923</u>

Passif

CAPITAL	Autorisé	Emis et entièrement versé
Actions ordinaires de £ 1 chacune	2.000.000	2.000.000
RÉSERVES		400.000
REPORT A NOUVEAU		<u>44.853</u>
		2.444.853

COMPTES COURANTS, DE DÉPOTS ET AUTRES (y compris réserves pour éventualités)	31.739.655
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	3.881.926
ACCEPTATIONS, ENDOS, CRÉDITS CONFIRMÉS ET AUTRES OBLIGATIONS	
pour comptes de clients et de correspondants	<u>3.706.489</u>
	<u>41.772.923</u>

SOCIETE FINANCIERE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

S.F.C.I. Ltée
Siège Social : Tour de la Bourse, 800 place Victoria, Montréal 115 QUÉ
Président : M. R. CHARBONNEAU
Vice-Présidents : MM. R. L. DUNSMORE, P. LEDOUX
Directeur Général : M. G. BUDENDORFF

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	Can \$
Caisse et Banques	2,221,412
Prêts sur le marché monétaire	14,164,653
Prêts commerciaux à court terme	28,285,163
Prêts à moyen terme	4,071,264
Débiteurs divers	132,959
Titres	427,911
Débiteurs par garanties	8,357,161
Immobilisations (mobilier et matériel)	84,093
	57,744,616

Passif

Dépôts à terme	33,351,587
Créditeurs divers	537,927
Banques affiliées	12,129,804
Engagements par garanties	8,357,161
Capital	3,000,000
Surplus d'apport	100,000
Bénéfices non répartis	268,137
	57,744,616

BANCO FIDUCIARIO DE PANAMA S.A. (PANAMA BANK AND TRUST COMPANY INC.)

Siège Social 200, Via Espana Panama
Président: M. J. J. VALLARINO jr
Vice-Présidents: MM. P. LEDOUX - I. GALINDO
Administrateur Directeur Général: M. J. GIRARD

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	\$
Caisse et Banques	7 582 179,81
Dépôts à court terme	5 283 333,34
Titres	564 800,00
Prêts	32 471 803,66
Portefeuille encaissement	12 139 333,07
Débiteurs par ouvertures de crédit et acceptations	6 165 895,20
Documents et marchandises en garantie	3 677 539,08
Installations	1 036 911,55
Divers	663 386,80
	69 585 182,51

Passif

Comptes courants	12 606 419,96	
Dépôts à terme	27 819 128,42	
Dépôts en garantie	2 699 338,30	43 124 886,68
Divers		1 233 123,24
Comptes exigibles après encaissement		12 139 333,07
Engagements par ouvertures de crédit et acceptations		6 165 895,20
Documents et marchandises en garantie		3 677 539,08
Intérêts d'escompte précomptés		240 694,56
Capital		2 000 000,00
Réserves		1 003 710,68
		69 585 182,51

BANQUE DE LA GUYANE

Siège Social : 2 place Victor-Schœlcher, Cayenne
Président-Directeur Général : M. A. MARTIN
Administrateur-Directeur : M. P. FRICKER

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	Francs
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission	1 961 158,81
Banques et Correspondants	683 958,79
Portefeuille effets	47 655 475,93
Comptes courants	24 340 791,97
Avances garanties	874 822,11
Avances et débiteurs divers	81 311,92
Titres	148 900,00
Comptes d'ordre et divers	223 320,56
Immeubles et Mobilier	777 675,06
	76 747 415,15

Passif

Comptes de chèques et comptes sur livrets	20 736 377,89
Comptes courants	26 891 048,60
Banques et Correspondants	2 113 045,68
Comptes exigibles après encaissement	8 989 508,17
Créditeurs divers	4 946 223,07
Bons et comptes à échéance fixe	8 507 000,00
Comptes d'ordre et divers	1 928 780,36
Capital	2 000 000,00
Réserves	144 000,00
Résultats de l'exercice	455 260,50
Report à nouveau	36 170,88
	76 747 415,15

Hors Bilan

Engagements par cautions	18 413 982,52
--------------------------------	---------------

UNION POUR LE FINANCEMENT A LONG ET MOYEN TERME

Siège Social : 65 rue d'Anjou, Paris
Président : M. R. DREUX
Administrateur-Directeur Général : M. J. CAPLAIN

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	Francs
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission	6 991,09
Banques et Correspondants	1 833 233,51
Portefeuille effets	32 588 804,33
Comptes d'ordre et divers	4 068 929,75
Immeubles et Mobilier	303 237,49
	38 801 196,17

Passif

Banques et Correspondants	3 551,39
Créditeurs divers	3 911 550,00
Bons et comptes à échéance fixe	20 000 000,00
Comptes d'ordre et divers	1 840 930,69
Capital	10 000 000,00
Réserves	1 648 430,88
Résultats	1 325 157,32
Report à nouveau	71 575,89
	38,801,196,17

Hors Bilan

Crédits confirmés non utilisés	4 731 000,00
--------------------------------------	--------------

SOCIETE FINANCIERE EUROPEENNE S.F.E. PARIS

Siège Social : 20 rue de la Paix, Paris
Président du Conseil de Surveillance : M. H. HAEUSGEN
Président du Directoire : M. G. LLEWELLYN
Directeur Général Adjoint : M. J. PARENT

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	Francs
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission	27 502,56
Banques et Correspondants	229 546 669,15
Portefeuille effets	425 461 478,78
Comptes d'ordre et divers	8 795 484,85
Immeubles et Mobilier	<u>1 729 052,37</u>
	665 560 187,71

Passif

Banques et Correspondants	271 848 496,62
Créditeurs divers	197 722,94
Bons et comptes à échéance fixe	358 789 326,09
Comptes d'ordre et divers	10 037 922,67
Réserves	15 000,00
Capital	24 000 000,00
Résultats	394 515,70
Report à nouveau	<u>277 203,69</u>
	665 560 187,71

Hors Bilan

Engagements par cautions et avals	17 728 000,00
Ouvertures de crédits confirmés	228 587 908,00

SOCIETE FINANCIERE EUROPEENNE S.F.E. LUXEMBOURG

Siège Social : 84 Grand'Rue, Luxembourg
Président : M. H. HAEUSGEN
Directeur Général : M. G. LLEWELLYN

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	Francs suisses
Banques	651 853,92
Avances à moyen terme SFE-PARIS	279 057 355,10
Débiteurs divers	112 673,41
Actionnaires - Capital non appelé	61 620 000,00
Portefeuille, Titres de participation	7 285 437,39
Réescompte divers	2 146 857,31
Prime de Remboursement d'obligations 1969-1974	<u>518 820,00</u>
	351 392 997,13

Passif

Emprunt obligataire 7% US \$ 20 000 000 - 1974	86 470 000,00
Emprunts à moyen terme	129 049 100,00
Créditeurs divers	1 187 470,40
Réescompte divers	7 712 218,31
Capital	120 000 000,00
Réserve	80 338,13
Résultats	6 301 808,90
Report à nouveau	<u>592 061,39</u>
	351 392 997,13

UNION POUR LE CREDIT A L'INDUSTRIE NATIONALE UCINA

Siège Social : 7 rue de la Baume, Paris
Président-Directeur Général : M. Ch. BRINCARD

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	Francs
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission et Correspondants	319 184,01
Portefeuille effets	1 999 687,95
Avances garanties	15 267 964,66
Avances et débiteurs divers	1 389 729,88
Titres	231 295,35
Comptes d'ordre et divers	176 952,84
Immeubles et Mobilier	920 168,00
	20 304 982,69

Passif

Banques et Correspondants	309 869,66
Bons et comptes à échéance fixe	2 875 000,00
Créditeurs divers	4 307 510,27
Comptes d'ordre et divers	1 257 417,69
Capital	5 100 000,00
Réserves	5 953 196,93
Bénéfice de l'exercice	201 634,65
Report à nouveau	300 353,49
	20 304 982,69

Hors Bilan

Engagements par cautions et avals	16 060 323,00
Effets escomptés circulant sous notre endos	118 090 539,00
Ouvertures de crédits confirmés	15 430 257,00

SOCIETE FINANCIERE POUR LES PAYS D'OUTRE MER

Siège Social : 11 quai des Bergues, Genève
Président du Conseil d'Administration : M. A. de SENARCLENS
Président du Conseil Consultatif : M. R. PIEROTTI
Président du Directoire : M. E. FINOT

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif

	Francs suisses
Caisse et Banques	1 539 970,31
Banques à terme	1 699 620,00
Portefeuille titres	44 870 452,30
Filiales débitrices	273 455,53
Actifs divers	354 555,25
	48 738 053,39

Passif

Dépôts de tiers	1 892 000,00
Filiales créditrices	1 153 941,57
Passifs divers	1 597 693,43
Capital	40 000 000,00
Réserves	2 425 000,00
Résultats	1 553 961,04
Report à nouveau	115 457,35
	48 738 053,39

Hors Bilan

Engagements par cautions	11 810 000,00
------------------------------------	---------------

BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CAMEROUN

Siège Social : Avenue du 27-Août 1940, Yaoundé
 Direction Générale : Rue Kitchener, Douala
 Président : M. T.A.H. BOUKAR
 Administrateur-Délégué : M. E. FINOT
 Directeur Général : M. R. JOURDAN

Bilan au 30 Juin 1969

Actif	FCFA
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission	244 318 431
Banques et Correspondants	1 114 899 250
Portefeuille effets	3 083 924 720
Comptes courants	3 437 629 997
Avances garanties	807 414 329
Avances et débiteurs divers	33 370 069
Débiteurs par acceptations	274 181 581
Titres	13 500 000
Comptes d'ordre et divers	62 942 656
Immeubles et mobilier	250 941 756
	<u>9 323 122 789</u>

Passif

Comptes de chèques	2 882 481 453
Comptes courants	2 682 234 394
Banques et Correspondants	1 246 985 361
Comptes exigibles après encaissement	146 846 719
Créditeurs divers	441 141 611
Acceptations à payer	274 181 581
Bons et comptes à échéance fixe	524 614 051
Comptes d'ordre et divers	524 928 902
Capital	380 000 000
Réserves	98 000 000
Prime d'apport	21 913 453
Résultats	94 318 340
Report à nouveau	5 476 924
	<u>9 323 122 789</u>

Hors Bilan

Engagements par cautions et avals	3 414 151 792
Effets escomptés circulant sous notre endos	1 201 388 135

BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CONGO

Siège Social : Avenue du 28-Août 1940, Brazzaville
 Président-Directeur Général : M. E. FINOT
 Vice-Président : M. J. MALONGA
 Directeur : M. G. BEROT

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif	FCFA
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission	62 220 139
Banques et Correspondants	286 761 738
Portefeuille effets	1 482 206 992
Comptes courants	379 300 902
Avances garanties	9 996 592
Avances et débiteurs divers	9 098 306
Débiteurs par acceptations	4 466 767
Portefeuille titres	1 300 000
Comptes d'ordre et divers	40 551 368
Immeubles et Mobilier	69 259 695
	<u>2 345 162 499</u>

Passif

Comptes de chèques	460 316 689
Comptes courants	1 045 201 478
Banques et Correspondants	350 206 131
Comptes exigibles après encaissement	68 674 167
Créditeurs divers	145 651 757
Acceptations à payer	4 466 767
Bons et comptes à échéance fixe	26 254 575
Comptes d'ordre et divers	61 268 668
Capital	150 000 000
Réserves	15 000 000
Résultats	16 666 259
Report à nouveau	1 456 008
	<u>2 345 162 499</u>

Hors Bilan

Engagements par cautions et avals	888 462 172
Effets escomptés circulant sous notre endos	671 715 400

BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA CÔTE-D'IVOIRE

Siège Social, 16 avenue Louis-Barthe, Abidjan
Président : M. L. KONAN
Administrateur-Délégué : M. E. FINOT
Directeur Général : M. J. VITTORI

Bilan au 30 Septembre 1969

Actif	FCFA
Caisse, Postes, Trésor Public, Banque Centrale	226 342 745
Banques et Correspondants	182 927 184
Portefeuille effets	4 067 832 772
Crédits à court et moyen terme	4 330 468 753
Débiteurs divers	144 220 911
Débiteurs par acceptations	13 584 116
Titres	66 952 735
Comptes d'ordre et divers	33 705 735
Immeubles et Mobilier	176 179 171
	<u>9 242 214 122</u>
Passif	
Postes, Trésor Public	60 364 813
Comptes de chèques	2 718 219 175
Comptes courants	3 136 370 082
Banques et Correspondants	621 711 003
Comptes exigibles après encaissement	1 045 014 960
Créditeurs divers	245 938 387
Acceptations à payer	13 584 116
Bons et comptes à échéance fixe	213 694 246
Comptes d'ordre et divers	344 325 832
Capital et Dotation	575 000 000
Réserves	184 875 088
Résultats	79 317 170
Report à nouveau	3 799 250
	<u>9 242 214 122</u>
Hors Bilan	
Engagements par cautions et avals	1 489 290 602
Effets escomptés circulant sous notre endos	1 138 960 000
Ouverture de crédits confirmés	371 678 432

BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU SENEGAL

Siège Social : 2 avenue Roume, Dakar
Président : M. D. G. N'DIAYE
Administrateur Délégué : M. E. FINOT
Directeur Général : M. H. DUBOIS

Bilan au 30 Septembre 1969

Actif	FCFA
Caisse, Postes, Trésor Public, Banque Centrale	193 395 238
Banques et Correspondants	314 462 953
Portefeuille effets	3 202 808 212
Crédits à court et moyen terme	2 783 628 272
Débiteurs divers	220 792 821
Titres	26 920 000
Comptes d'ordre et divers	66 154 136
Immeubles et Mobilier	195 774 911
	<u>7 003 936 543</u>
Passif	
Postes, Trésor Public	179 888 861
Comptes de chèques	2 083 376 386
Comptes courants	2 094 245 734
Banques et Correspondants	227 943 391
Comptes exigibles après encaissement	942 657 847
Créditeurs divers	332 237 317
Bons et comptes à échéance fixe	260 839 325
Comptes d'ordre et divers	273 263 366
Capital	500 000 000
Réserves	56 500 000
Résultats	47 104 197
Report à nouveau	5 880 119
	<u>7 003 936 543</u>
Hors Bilan	
Engagements par cautions et avals	1 448 755 564
Effets escomptés circulant sous notre endos	775 775 000
Ouvertures de crédits confirmés	66 571 978

BANQUE ETEBARATE IRAN

Siège Social : Avenue Sevom Esfand, Téhéran
Président Directeur Général : M. A. CHAFIK

Bilan au 20 Mars 1969

Actif	Rials
Caisse et Banques	662 821 011
Correspondants étrangers	151 025 179
Bons du Trésor iranien	171 370 000
Effets escomptés	605 907 450
Avances et autres créances	2 361 430 518
Autres avoirs	5 583 279
Participations	7 500 000
Immeubles et Mobilier	56 133 692
	<u>4 021 771 129</u>
Passif	
Comptes courants et dépôts à vue	1 063 375 424
Banques	50 900 388
Comptes d'épargne	315 330 507
Dépôts à terme	2 220 004 074
Créditeurs divers	102 168 797
Comptes d'ordre et divers	5 944 604
Capital	200 000 000
Réserves	64 000 000
Report à nouveau	47 335
	<u>4 021 771 129</u>
Hors Bilan	
Engagements par acceptations	4 228 314 050

FRENCH AMERICAN BANKING CORPORATION

Siège Social : 120 Broadway, New York
Président : M. Y. P. TRUFFERT
Directeur Général : M. F. de LAJUGIE

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif	\$
Caisse et Banques	40 544 564,01
Prêts à vue et acceptations de Banques	43 803 906,34
Obligations du Gouvernement américain	11 969 401,25
Valeurs d'Etat et autres valeurs	31 022 681,87
Prêts et escompte	128 466 863,16
Débiteurs par acceptations	27 026 545,11
Divers	3 015 430,84
	<u>285 849 392,58</u>
Passif	
Comptes à vue et à terme	226 449 384,21
Acceptations à payer	27 051 842,29
Créditeurs divers	5 946 806,22
Capital	3 000 000,00
Réserves	18 000 000,00
Report à nouveau	5 401 359,86
	<u>285 849 392,58</u>

BANCO DEL ATLANTICO S.A.

Siège Social : Venustiano Carranza n° 48, Mexico
 Président : Lic. Carlos ABEDROP DAVILA
 Vice-Présidents : MM. Lic. F. A. CASASUS, E. COURTIAL
 Directeur Général : M. J. de MARCÉ

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif	Pesos mexicains	
Caisse et Banques	163 582 052,60	
Correspondants	17 598 152,38	
Autres disponibilités	<u>42 741 614,05</u>	223 921 819,03
Titres		294 060 584,35
Effets escomptés		101 369 466,59
Prêts et avances		335 976 925,60
Débiteurs divers		41 217 977,80
Immeubles et Mobilier		28 140 007,09
Comptes d'ordre et divers		<u>8 284 039,93</u>
		1 032 970 820,39
Passif		
Dépôts à vue	703 517 630,97	
Dépôts d'épargne	49 129 079,53	
Banques et Correspondants à vue	42 207 850,14	
Autres obligations à vue	<u>16 548 148,96</u>	811 402 709,60
Dépôts à terme	5 692 527,56	
Banques à terme	<u>92 751 274,30</u>	98 443 801,86
Comptes d'ordre et divers		24 173 650,82
Capital		80 000 000,00
Réserves		13 138 462,38
Résultats		<u>5 812 195,73</u>
		1 032 970 820,39
Hors bilan		
Effets réescomptés	151 399 311,81	
Engagements par avals	30 182 688,39	
Ouvertures de crédits irrévocables	<u>55 098 208,59</u>	236 680 208,79
Valeurs et avoirs en dépôt ou en fidéi- commis		2 914 813 962,71
Engagements par signatures		110 069 684,50

SOCIEDAD FINANCIERA DE EXPORTACIONES E IMPORTACIONES SA

Siège Social : Venustiano Carranza n° 48, Mexico
 Président honoraire : M. Roberto LOPEZ
 Président-Directeur Général : Lic. Carlos ABEDROP DAVILA

Bilan au 31 Décembre 1969

Actif	Pesos Mexicains	
Caisse et Banques	77 230 182,65	
Correspondants	<u>15 724 588,69</u>	92 954 771,34
Titres		1 101 650 114,17
Effets escomptés		281 730 920,43
Prêts et avances		673 750 525,40
Débiteurs divers		13 069 352,52
Immeubles et Mobilier		3 380 472,77
Comptes d'ordre et divers		<u>15 265 038,44</u>
		2 181 801 195,07
Passif		
Dépôts à vue		17 289 889,68
Banques et Correspondants à vue	663 428 600,00	
Bons et certificats financiers	862 370 000,00	
Autres disponibilités	<u>484 265 264,64</u>	2 010 063 864,64
Comptes d'ordre et divers		70 128 937,01
Capital		60 000 000,00
Réserves		13 017 016,93
Résultats		<u>11 301 486,81</u>
		2 181 801 195,07
Hors bilan		
Effets réescomptés	113 501 005,03	
Engagements par avals	<u>25 639 361,82</u>	139 140 366,85
Valeurs et avoirs en dépôt ou en fidéi- commis		987 564 364,29
Engagements par signatures		584 976 708,11